

Mounadil al Djazaïri

[Libye, la monstruosité de l'impérialisme humanitaire disséquée par Pepe Escobar](#)

23 août 2011 par M'sili

Même si tout n'est peut-être pas encore terminé en Libye, on peut dire que dans son combat, le colonel Kadhafi, sa famille et ceux qui en Libye lui sont restés fidèles n'ont pas manqué de courage et même de panache. Certes Kadhafi est un dictateur au visage boursoufflé par le botox mais il a fait preuve d'une classe qui fait défaut à ses adversaires occidentaux, de Sarkozy à Cameron en passant par Obama et le Canadien Harper. Pour tout dire, la France avait fait beaucoup moins bien avant de demander un armistice au Reich allemand en juin 1940.

Ils ont parfaitement fait honneur au nom de leur pays, Libye, un nom que déjà les Egyptiens anciens prononçaient alors que le monde civilisé n'avait que vaguement entendu parler du Gharb, ce mot sémitique qui donnera Europe. Les Lebou ou Libyens étaient en effet ces tribus et États berbères qui affrontaient régulièrement l'Égypte des Pharaons, la superpuissance de l'époque. Une dynastie impériale égyptienne au moins sera d'ailleurs d'origine libyenne.

Au nom du Parti Socialiste français, Harlem Désir déclare se réjouir de la fin du « régime dictatorial » libyen. De fait, le PS de Martine Aubry a soutenu dès le début l'aventure néocoloniale lancée par MM. Sarkozy et Cameron. Ce n'est pas une erreur d'appréciation ou d'analyse de la part des dirigeants socialistes mais simplement un signe de leur adhésion idéologique à ce genre d'entreprises.

Après tout, Bernard Kouchner, le pionnier du retour aux vertus de l'ingérence humanitaire ne fricotait-il pas avec le PS avant d'aller rejoindre le gouvernement de M. Fillon ? Il y a des logiques profondes que l'enrobage des discours peine pourtant à masquer complètement.

Et au fond, quand on écoute Me Thibault de Montbrial, avocat en France de Mme Nefissatou Diallo, on est confondu par le niveau de la gangrène qui pourrait le Parti Socialiste.

Il faut beaucoup de sang froid, d'informations et d'esprit d'analyse pour naviguer dans le brouillard et les écrans de fumée de la propagande occidentale. C'est ce que fait, il n'est bien sûr pas le seul, avec brio Pepe Escobar dans un article d'Asia Times où il expose non seulement les objectifs stratégiques et

économiques de l'OTAN et des États-Unis en Libye, mais aussi la structure de l'alliance « démocratique et humanitaire » où se mêlent des démocraties reconnues comme le Royaume Uni et les nouvelles grandes démocraties que sont la Jordanie ou l'Arabie Saoudite. Martine Aubry ne pipe mot à ce sujet d'ailleurs.

Enfin il explique en quoi a consisté l'opération « Sirène », une action planifiée de bout en bout par l'OTAN qui n'a ménagé non plus aucun effort logistique, sans parler de sa contribution en hommes et sans omettre bien sûr des opérations massives de bombardements dont **les victimes civiles se comptent pas milliers**.

Lisez attentivement l'article, il nous permet de comprendre plus précisément la nature monstrueuse et foncièrement inhumaine de ces puissances qui prétendent agir à des fins humanitaires.

[Bienvenue à la « démocratie » libyenne](#)

par Pepe Escobar, Asia Times (Hong Kong) 24 août 2011

Big Kadhafi vient à peine de quitter les lieux – le complexe de Bab-al-Azizia – que les vautours occidentaux tournoient déjà au-dessus ; c'est la ruée pour s'emparer du « gros lot » – les ressources pétrolières et gazières libyennes.

La Libye est autant un pion dans une importante partie d'échecs géopolitique, géo-économique et géostratégique qu'une saynète moralisatrice présentée sous forme de reality-show ; des « rebelles » idéalistes gagnent contre l'ennemi public N°1. Autrefois, cet ennemi public était Saddam Hussein puis Oussama ben Laden et c'est aujourd'hui Mouammar Kadhafi. Demain ce sera le président Bachar al-Assad en Syrie, un jour ce sera le président Mahmoud Ahmadinejad. L'ennemi n'est jamais l'ultra-réactionnaire famille Saoud d'Arabie.

Comment l'OTAN a gagné la guerre

Malgré la spectaculaire réapparition du fils de Kadhafi Seif al-Islam, l'OTAN a pratiquement gagné la guerre civile libyenne (ou « activité militaire cinématique », selon la Maison Blanche). Les masses « populaires libyennes » ont été au mieux spectatrices, ou en petite partie actrices sous la forme de quelques milliers de « rebelles » munis de kalashnikovs.

Le haut de l'affiche a été tenu par la R2P (Responsibility To Protect, « devoir de protéger »). Dès le début, la R2P brandie par la France et la Grande Bretagne avec le soutien des États-Unis s'est comme par enchantement muée en changement de régime. Ce qui a amené dans cette production des acteurs non cités dans le casting : des « conseillers » fournis par les

monarchies arabes ainsi que des « contractors » ou « mercenaires ».

L'OTAN a commencé à l'emporter en déclenchant l'opération Sirène au moment de l'Iftar (rupture du jeûne du mois de Ramadan – samedi soir dernier. « Sirène » était un nom de code pour l'invasion de Tripoli. C'était le coup de force final – et désespéré – de l'OTAN après l'absence complète de résultats des rebelles chaotiques pendant cinq mois de lutte contre les troupes de Kadhafi.

Jusqu'alors, le plan A de l'OTAN avait été d'essayer de tuer Kadhafi. Ce que la clique de la R2P – de droite comme de gauche – a baptisé « l'usure régulière de l'OTAN » se résumait à prier pour trois résultats : Kadhafi est tué, Kadhafi se rend, Kadhafi fuit.

Non que rien de tout ça ait empêché des bombes de tomber sur des maisons, des universités, des hôpitaux où même près du ministère des affaires étrangères. Tout – et tout le monde – était une cible. « Sirène » comportait une distribution haute en couleurs de « rebelles de l'OTAN », de fanatiques islamistes, de journalistes crédules « embedded », des foules enthousiastes pour la télévision, et des jeunes de Cyrénaïque manipulés par des transfuges opportunistes du régime de Kadhafi qui s'attendent à de gros chèques de la part des géants pétroliers Total et BP.

Avec « Sirène », l'OTAN est arrivée dans le flamboiement (au sens littéral) de toutes ses armes : des hélicoptères Apache tirant sans discontinuer et des avions bombardant tout ce qui est à leur portée. L'OTAN a supervisé le débarquement de centaines de combattants venus de Misrata, à l'est de Tripoli tandis qu'un bateau de guerre de l'OTAN leur fournissait des armes lourdes.

Rien que dans la journée de dimanche, il y a dû avoir 1300 civils tués à Tripoli et au moins 5000 blessés. Le ministère de la santé a annoncé que les hôpitaux étaient débordés. Quiconque croyait à ce moment là que les bombardements incessants de l'OTAN avaient quelque chose à voir avec le « devoir de protéger » et la résolution 1973 de l'ONU s'est retrouvé dans une unité de soins intensifs.

L'OTAN a fait précéder « Sirène » par des bombardements intensifs sur Zawiya – une ville clef avec sa raffinerie de pétrole à 50 kilomètres à l'ouest de Tripoli. Ce qui a stoppé l'approvisionnement de Tripoli en carburant. Selon l'OTAN elle-même, au moins la moitié des forces armées libyennes a été « dégradée » – le Pentagone parle ainsi des tués ou des blessés graves. Ce qui signifie **des dizaines de milliers de morts**. Ce qui explique aussi la disparition mystérieuse des 65 000 soldats chargés de défendre Tripoli. Et explique aussi largement pourquoi le régime de

Kadhafi, au pouvoir depuis 42 ans, s'est alors effondré en à peine 24 heures.

Le lancement de l'opération Sirène par l'OTAN – après 20 000 sorties aériennes et 7 500 frappes sur des cibles au sol – n'a été rendu possible que par une décision cruciale de l'administration Obama début juillet, autorisant, ainsi que l'avait rapporté le Washington Post, « le partage des matériaux les plus sensibles avec l'OTAN, y compris l'imagerie et les interceptions de signaux qui pouvaient être transmises aux forces spéciales françaises et britanniques sur le terrain en plus des aviateurs dans le ciel. »

C'est que, sans la puissance de feu inégalée du Pentagone, son *know how*, ses satellites et ses drones, l'OTAN serait encore empêtrée dans l'Opération Bourbier Interminable – et l'administration Obama ne pourrait pas savourer une grande victoire dans ce « drame cinématique. »

Qui sont ces gens ?

Qui sont ces gens qui ont soudainement manifesté bruyamment leur joie sur les écrans de télévision européens et US ? Après les sourires pour les caméras et les tirs en l'air à la Kalashnikov, préparez-vous à quelques grands feux d'artifice fratricides.

Les troubles ethniques et tribaux sont condamnés à exploser. Beaucoup de Berbères venus des montagnes de l'ouest et qui sont entrés à Tripoli par le sud ce dernier weekend sont des salafistes rigoristes. Il en va de même avec la nébuleuse salafiste/Frères Musulmans de Cyrénaïque qui a été entraînée militairement pas les agents de la CIA présents sur le terrain. Autant ces fondamentalistes se sont servis des Européens et des Américains pour se rapprocher du pouvoir, autant ils pourraient se transformer en force de guérilla agressive en cas de marginalisation par les nouveaux maîtres de l'OTAN.

La grande « révolution » basée à Benghazi, vendue à l'Occident comme un mouvement populaire a toujours été un mythe. Il y a seulement deux mois, les « révolutionnaires » en armes étaient à peine un millier. La solution de l'OTAN a été de bâtir une armée de mercenaires – avec toutes sortes de types louches allant d'anciens membres des escadrons de la mort colombiens à des recruteurs venus du Qatar et des Emirats Arabes Unis qui ont ramassé de nombreux Tunisiens au chômage et des membres de tribus mécontents de Tripoli. Tout ça en plus de l'équipe de mercenaires de la CIA – salafistes de Derna et de Benghazi – et de l'équipe de la famille Saoud – le gang des Frères Musulmans.

Il est difficile de ne pas se souvenir du gang de la drogue de l'UCK au Kosovo – la guerre que l'OTAN avait « gagnée » dans les Balkans. Ou des pakistanais et des Saoudiens, soutenus par les États-Unis, qui

armaient les « combattants de la liberté » en Afghanistan dans les années 1980..

Et nous avons maintenant l'équipage de personnages douteux du Conseil National de Transition basé à Benghazi.

Son chef, Mustapha Abdeljalil, ministre de la justice de Kadhafi de 2007 jusqu'à sa démission le 26 février a étudié la charia et le droit civil à l'université de Libye. Ce qui pourrait lui permettre de croiser le fer intellectuellement avec les fondamentalistes islamiques à Benghazi, el-Beïda et Derna – mais il pourrait utiliser ses compétences pour faire avancer leurs intérêts dans un arrangement pour le partage du pouvoir.

Quant à Mahmoud Jibril, le président du bureau exécutif du Conseil, il a étudié à l'université du Caire puis à celle de Pittsburgh. Il est l'homme clef de la connexion qatarie – car il a travaillé dans la gestion des avoirs de Sheukha Mozah, l'épouse très en vue de l'émir du Qatar.

Il y a aussi le fils du dernier monarque de Libye, le roi Idriss, déposée par Kadhafi il y a 42 ans (sans effusion de sang) ; la famille royale saoudienne adorerait une nouvelle monarchie en Afrique du Nord. Et le fils d'Omar Mokhtar, le héros de la résistance contre la colonisation italienne – une personnalité plus séculière..

Le nouvel Irak ?

Croire que l'OTAN va gagner la guerre et laisser les « rebelles » assumer le pouvoir relève de la blague. Reuters a déjà signalé qu'une « force relais » d'environ 1 000 soldats du Qatar, des Emirats et de Jordanie va venir à Tripoli pour faire la police. Et le Pentagone laisse déjà entendre que des soldats US seront sur le terrain pour « contribuer à sécuriser les armes ». Une délicate attention qui donne à comprendre qui sera réellement aux responsabilités : les néo-colonialistes « humanitaires » et leurs sous-fifres Arabes.

Abdel Fatah Younis, le commandant « rebelle » tué par les rebelles eux-mêmes, était la carte des services secrets français. Il a été tué par la faction des Frères Musulmans – au moment même où Nicolas Sarkozy tentait de négocier la fin de la partie avec Seif al-Islam Kadhafi, le fils de Kadhafi étudiant de la London School of Economics de retour de chez les morts.

Les grands gagnants sont donc, au final, Londres, Washington, la monarchie saoudienne et les Qataris (ils ont envoyé des avions de guerre et des « conseillers », ils gèrent déjà les ventes de pétrole). Avec une mention spéciale pour le complexe Pentagone/OTAN – considérant qu'Africom mettra finalement en place sa première base africaine en Méditer-

ranée, et que l'OTAN se rapproche du moment où elle pourra déclarer la méditerranée « lac OTAN. »

L'islamisme ? Le tribalisme ? Ce pourraient être les moindres maux de la Libye comparé à un nouvel Eldorado ouvert au néo-libéralisme. Il n'est guère douteux que les nouveaux maîtres Occidentaux vont essayer de recréer une version plus sympathique de l'infâme et rapace Autorité Provisoire de la Coalition, et de transformer la Libye en rêve idéal des néolibéraux en s'appropriant 100 % des avoirs libyens, en s'assurant le rapatriement de l'ensemble des profits, les banques étrangères achetant les banques locales, avec un faible impôt sur les revenus et les sociétés.

En attendant, la fracture profonde entre le centre (Tripoli) et la périphérie pour le contrôle des ressources énergétiques va s'aggraver. BP, Total, Exxon et les géants pétroliers occidentaux seront généreusement récompensés par le Conseil National de Transition – au détriment des entreprises russes, chinoises et indiennes. Les troupes de l'OTAN sur le terrain aideront certainement le Conseil à retenir le message.

Les cadres dirigeants du secteur pétrolier estiment qu'il faudra au moins un an pour un retour de la production pétrolière à son niveau d'avant la guerre civile, 1,6 million de barils par jour, mais ils affirment que les revenus annuels du pétrole pour les nouveaux dirigeants pourraient s'élever à 50 milliards de dollars. On estime en général les réserves de pétrole à 46,4 milliards de barils ; 3 % des réserves mondiales pour une valeur de 3 900 milliards de dollars aux cours actuels du brut. Les réserves connues de gaz s'élèvent à quelques 1500 milliards de m³.

Donc, au bout du compte, la R2P (responsabilité de protéger) gagne. L'impérialisme humanitaire gagne. Les monarchies arabes gagnent. L'OTAN en tant que Robocop mondial gagne. Mais ce n'est quand même pas assez pour les habituels suspects impérialistes qui appellent déjà au déploiement d'une « force de stabilisation. » Tout ça au moment même où des progressistes déboussolés sous toutes les latitudes continuent à saluer la sainte alliance du néocolonialisme occidental, des monarchies arabes ultra-réactionnaires et des salafistes radicaux.

Ce ne sera terminé que quand la grosse bonne femme arabe [l'Arabie saoudite] chantera. Quoi qu'il en soit, passage à l'étape suivante : Damas.

En Libye, il n'y a pas eu de victoire des « rebelles »

22 août 2011 par M'sili

Un papier du Black Star News qui a capté mon attention. Cet article présente l'intérêt de nous rap-peler les enjeux matériels (hydrocarbures) des opérations de l'OTAN en Libye, mais surtout de les situer dans le contexte de l'histoire africaine contemporaine. Car ce qui vient de se passer en Libye n'est pas un fait inédit : des puissances étrangères agissant parfois en ligues pour se débarrasser d'un potentat gênant. Le prétexte humanitaire n'est pas non plus une nouveauté, pas plus que l'hypocrisie du discours occidental.

On a l'impression que l'histoire bégaie. En fait, nous sommes plutôt dans une nouvelle phase de l'im-périalisme occidental qui s'est assigné la mission absolument stratégique de contenir l'expansion chinoise ou de tout autre concurrent pour la domination du monde. Ce qui se joue ici, c'est la pérennité du leadership des États-Unis et on pourra dire que ces derniers n'ont pas été déçus par leurs supplétifs européens. Ce n'est quand même pas pour rien que les Occidentaux ont fait ce qu'il fallait pour tenir à l'écart l'Union Africaine après avoir mis en avant une Ligue Arabe discréditée servant de vitrine diplomatique aux monarchies rétrogrades du Moyen Orient.

Le comble de tout cela, c'est que tout en sachant, en exposant le rôle absolument décisif des forces militaires de l'OTAN (près de 20 000 sorties aériennes), il est de bon ton de saluer la victoire des rebelles !

Or, il n'y a pas de victoire des rebelles, mais victoire de l'OTAN et c'est donc cette organisation qui décidera du destin de la Libye et de ses ressources. Exactement comme elle a décidé de ce que serait le sort des armes.

En conclusion, l'article invoque les mânes de Kwame Nkrumah, un de ces grands hommes qu'a enfanté l'Afrique. Il est clair que Mouammar Kadhafi était inspiré directement par la vision unitaire de Nkrumah. Une vision qui se voulait optimiste mais par trop idéaliste comme Nkrumah, avant Kadhafi, l'apprendra à ses dépens et à ceux de son pays.

Pour l'heure, les économies africaines (et arabes) sont trop dépendantes du monde occidental pour qu'une intégration africaine (ou régionale en Afrique) soit vraiment possible, sauf peut-être en Afrique australe où l'Afrique du Sud pourrait avoir la capacité d'entraîner économiquement et politiquement toute la sous-région.

On notera d'ailleurs dans cette affaire que les États d'Afrique sub-saharienne ont eu un comportement souvent honorable. On n'en dira pas tant des pays arabes qui devront boire le calice jusqu'à la lie.

L'heure de gloire de la Libye... Alors que l'OTAN accélère sa conquête

Black Star News (USA) 21 août 2011, traduit de l'anglais par Djazaïri,

Il y a plus d'un siècle, les envahisseurs Italiens avaient fauché les Ethiopiens, des civils en majorité et obtenu la soumission de l'empereur Menelik II.

Les journaux de ce jour là, dont le New York Times, avaient célébré la « grande victoire de l'Italie » en Afrique, expliquant que la défaite des Abyssins signifiait que la « civilisation » avait prévalu sur la « barbarie. » L'Afrique s'ouvrirait désormais à un commerce profitable avec l'occident, telle était l'opinion du New York Times.

Puis, en 1896, Menelik II conduisant les attaques avec l'impératrice Taytu, frappe avec courage et une puissance féroce, détruit l'ensemble du corps d'armée italien, 10 000 hommes, en éliminant la moitié, dont la plupart des officiers supérieurs et capturant l'autre moitié.

Ce fut la plus grande heure de gloire de l'Éthiopie et, de fait, le meilleur moment de l'Afrique face à l'agression impérialiste européenne. Le général Oreste Baratieri, le commandant de l'armée italienne, fut pas la suite traduit en cour martiale en Italie et accusé de lâcheté pour la défaite. Aujourd'hui, les forces de l'OTAN, qui comprennent l'Italie, s'attellent à nouveau à la conquête et s'apprêtent à prendre le contrôle de la Libye via leurs hommes de paille « rebelles » et de ses immenses richesses pétrolières – plus de 44 milliards de barils de réserves prouvées – et de grandes quantités de gaz naturel.

L'Italie a aussi été autrefois la puissance coloniale en Libye où, en tant que puissance occupante, elle s'était livrée au génocide des Libyens. Les Libyens résistèrent vaillamment sous la direction d'Omar Mokhtar qui sera capturé et exécuté. Les Italiens seront finalement expulsés [par les Anglais, NdT]. Mouammar Kadhafi pourrait connaître un sort semblable, peut-être de la main des « rebelles » de l'OTAN.

L'Italie est revenue avec ses alliés européens et les États-Unis, avides des vastes richesses du pays. La Libye est si riche que chaque foyer pourrait toucher un chèque de plus de deux millions de dollars si toutes les réserves de gaz et de pétrole étaient vendues aux cours actuels.

C'est la véritable raison pour laquelle le président US Barack Obama, le premier ministre Britannique David Cameron et le président Français Nicolas Sarkozy étaient déterminés à évincer Mouammar Kadhafi et même à ce qu'il soit tué. Si ces dirigeants Occidentaux s'intéressaient tant aux vies africaines, l'OTAN aurait fait la guerre contre les Shabab en Somalie. Les dirigeants occidentaux tiennent les Shabab pour responsables de la situation politique qui a laissé la Somalie incapable de faire face à la famine qui sévit dans ce pays. Des dizaines de milliers de Somaliens risquent de mourir de faim.

De même, pourquoi l'OTAN, si elle s'est donnée pour mission de sauver des vies africaines, n'a-t-elle pas mené une guerre contre les armées du Rwanda et de l'Ouganda et leurs milices allies qui ont causé la mort de 7 millions de Congolaises et de Congolais depuis 1997 et qui ont aussi violé des dizaines de milliers d'hommes et de femmes ?

La guerre d'agression de l'OTAN en Libye est devenue claire quand le chef du Conseil National de Transition à Benghazi, Mustapha Abdel Jalil, a déclaré au Financial Times que les concessions pétrolières post-Kadhafi seraient allouées sur la base du niveau d'aide que chaque pays a donné aux soi-disant « rebelles » pour déposer Kadhafi.

L'invitation au pillage était si flagrante qu'elle n'a pas échappé au Russe Vladimir Poutine quand il a qualifié l'invasion de l'OTAN d'appel à la croisade médiévale contre la Libye. La maximisation des destructions par l'OTAN s'est peut-être faite avec l'arrière-pensée de futurs contrats de reconstruction pour les pays occidentaux.

Les bombardements de l'OTAN ont connu une escalade après la signature conjointe par le premier ministre Cameron et les présidents Sarkozy et Obama d'une lettre ouverte parue entre autres dans le New York Times – qui comme il l'avait fait au 19^{ème} siècle continue à applaudir à la guerre en Afrique. La lettre ouverte disait entre autres choses que Kadhafi « doit partir » et « partir pour de bon. » Dans son essence, c'était une fatwa. Ensuite, l'OTAN avait commencé à bombarder les résidences de Kadhafi, tuant un de ses fils et trois de ses petits enfants. Ces dernières semaines, l'OTAN n'a même pas fait semblant de vouloir « sauver » des civils innocents.

L'OTAN a été responsable de ce que le député US Dennis Kucinich a caractérisé comme de possible « crimes de guerre » en Libye. Le député Kucinich a écrit une lettre à la Cour Pénale Internationale (CPI) pour demander que la cour enquête sur le commandement de l'OTAN.

Un soulèvement interne authentique et légitime est une chose, une « rébellion » financée par l'OTAN

et l'occident est une monstruosité de plus, qui usurpe et pervertit une insurrection endogène. L'OTAN a maintenant un chèque en blanc en Libye.

Alors que les media ont concentré leurs informations sur les excès commis par l'armée libyenne, les violations des droits de l'homme commises par les « rebelles » ont pourtant été signalées tout au long du conflit : des lynchages et des décapitations, entre autres de Libyens noirs, et le nettoyage ethnique de toute la population noire de Misurata rapportée par le Wall Street Journal le 21 juin 2011 et ignoré par CNN comme par le New York Times.

En fait, c'est après l'assassinat du général Younes, alors que la rébellion semblait en déconfiture, que l'OTAN a pris le contrôle complet des combats. Les grands media, comme le New York Times, ont ignoré les atrocités commises par les « rebelles » pour ne pas « ternir » leur image ; les media ont donc préféré ignorer ces excès du moment que le résultat final était l'éviction de Kadhafi.

Entre temps, le plan de paix de l'Union Africaine ; appelant à un cessez-le-feu, à la rédaction d'une constitution et à des élections démocratiques a été totalement ignoré par les présidents Obama et Sarkozy et par le premier ministre Cameron. L'effusion de sang et des destructions massives auraient pu être évitées si le président Obama avait pris son téléphone pour dire à la secrétaire d'État Hillary Clinton d'appuyer publiquement le plan de l'Union Africaine.

De fait, les dirigeants Occidentaux ont toujours eu la volonté de bien faire comprendre que la destinée de l'Afrique, comme à l'époque de la conférence de Berlin et du partage de l'Afrique en 1885, se décidait encore de nos jours dans les capitales occidentales.

Dès les années 1960, le visionnaire Kwame Nkrumah avait déclaré que l'indépendance du Ghana et de chaque pays africain pris à part était sans signification tant que l'Afrique ne s'unissait pas pour créer une armée et un commandement continentaux. Il disait qu'autrement, les pays africains seraient incapables de protéger leurs indépendances et leurs ressources.

L'avertissement de Nkrumah n'avait pas été entendu ; ironie de l'histoire, Kadhafi était encore plus détesté par la Grande Bretagne et la France à cause de ses actions de ces dernières années en faveur de l'unité africaine.

La Libye, isolée, a résisté pendant six mois aux attaques massives de l'OTAN. L'OTAN n'aurait jamais attaqué une Afrique unie avec une armée unique ainsi que l'envisageait Nkrumah.

Les pays africains devraient méditer les leçons de la Libye.

La Libye et une grande leçon pour tout le continent. Restez divisés à vos risques et périls.

La Libye bientôt sous occupation américaine ?

22 août 2011 par M'sili

A l'heure où j'écris ces lignes, la « rébellion » libyenne semble être en passe de l'emporter définitivement et d'éliminer le régime du colonel Kadhafi.

Qui regrettera ce personnage encore décrit comme fou hier sur BFM TV, à preuve son « exotique » garde rapprochée féminine. Seuls ceux qui ignorent l'histoire de ce morceau de terre africaine peuvent qualifier d'exotique ces femmes-soldats. Mais ce n'est pas la connaissance de l'histoire de l'Afrique ou des pays arabes qui étouffe en général les journalistes...

Pourtant, le problème du jour n'est pas la fin très probable du régime de M. Kadhafi. Ce qui est en réalité très important, c'est que nous venons de connaître, en ce début de 21^{ème} siècle une expédition coloniale du genre de celles que le monde a connues au 19^{ème} siècle jusqu'à la phase de décolonisation.

Car il est évident que jamais les « rebelles » Libyens n'auraient pu arriver à leurs fins sans la force militaire, aérienne, navale sans parler des troupes au sol bel et bien présentes, déployée par les puissances belliqueuses regroupées dans l'OTAN.

Cette aventure coloniale aura été permise par le colonel Kadhafi lui-même, prisonnier comme bien des autocrates, des illusions que confère un pouvoir absolu : popularité, inamovibilité, invincibilité. Elle aura été permise aussi par une alliance hétéroclite qui a vu se liguer aux côtés des nations occidentales pour l'adoption de la résolution 1973 (foulée aux pieds immédiatement par les pays de l'OTAN) les monarchies démocratiques du Moyen Orient (Qatar, Jordanie, Arabie Saoudite) d'une part et le Liban et l'Iran d'autre part. C'est que ces deux derniers pays n'ont jamais oublié, ni pardonné, l'enlèvement (et sans doute le meurtre) de Moussa Sadr, guide spirituel, imam, des chiites Libanais.

On ajoutera à ces éléments la naïveté des pays membres de l'Union Africaine, Afrique du Sud en tête. Il est vrai que cette dernière ne savait pas trop ce qu'elle avait à gagner ou à perdre dans l'affaire libyenne, alors que les États occidentaux savaient exactement le profit à tirer d'une victoire sur le gouvernement libyen.

Cette affaire, qui vient après celle de Côte d'Ivoire, devrait sonner comme un avertissement pour les États d'Afrique et peut-être d'ailleurs. Car les pays occidentaux, qui voient la Chine dominer inexorablement la sphère économique mondiale (on a vu récemment ce pays taper su les doigts de son prin-

cipal débiteur, les États-Unis, chose que personne n'aurait pu imaginer il y a seulement trois mois) vont sans doute se montrer de plus en plus agressifs afin de s'assurer le contrôle de zones vitales aujourd'hui, et surtout demain, pour le développement chinois. Ils ne peuvent le faire que grâce au dernier élément de supériorité qui leur reste, celui des armes.

Des armes qui, l'exemple libyen le montre une fois de plus, ne servent à rien aux mains de régimes arabes peu légitimes et le plus souvent impopulaires. Tant que les troupes de M. Kadhafi étaient opposées aux seuls rebelles, l'affaire était entendue. Mais face aux bateaux et à l'aviation de l'OTAN, le tigre s'avère comme souvent être de papier.

Le gouvernement algérien devrait y songer, lui qui tend depuis quelques années à multiplier les achats de ferraille inutile pour équiper ses divers corps d'armée. La seule défense qui vaille est en effet la défense populaire ainsi que le démontrent chaque jour les Talibans en Afghanistan ou comme l'a montré la résistance libanaise, qui ne comprenait pas que le Hezbollah comme on le dit trop souvent, en 2006.

L'Algérie sera sans doute, après les Libyens eux-mêmes, le grand perdant de cette affaire libyenne et le pire est désormais à craindre dans ce pays où des forces centrifuges ne demandent qu'à être mises en mouvement. Le gouvernement algérien ne l'a pas compris et/ou a renoncé au credo anti-impérialiste qui animait la lutte d'indépendance dirigée par le FLN. L'incurie de ce gouvernement dans la gestion de cette crise a en effet été complète. Il ne tardera sans doute pas à s'en mordre les doigts. Car l'affaire libyenne aura de lourdes conséquences, la première étant sans doute celle que suggère Richard Haass qui tient à ce que les États-Unis tirent tout le profit stratégique d'une guerre qu'ils ont mené depuis des coulisses dont ils devraient sortir.

PS : le CNT de Benghazi vient d'adresser un nouveau message « amical » au gouvernement algérien

La Libye a maintenant besoin de troupes sur le terrain

par Richard Haass, *The Financial Times* (UK)
22 août 2011 traduit de l'anglais par Djazaïri

Les événements en Libye ont atteint le proverbial début de la fin mais, comme c'est souvent le cas, la vérité est qu'ils sont plus près de la fin du début. Ce n'est qu'une question de temps, de très peu de temps, avant que ne s'achève ce qui reste de l'ère du colonel Mouammar Kadhafi. Quatre décennies après son accession au pouvoir, quelques six mois après que la communauté mondiale ait décidé que Kadhafi devait

partir, le régime s'effondre. Les défections se multiplient, son fils préféré est maintenant en état d'arrestation, et les rebelles sont aux portes de la capitale Tripoli.

Cette étape n'a pas été facile à atteindre, mais la partie vraiment difficile commence maintenant. C'est une chose de tuer le roi et d'éliminer l'ancien régime, c'est bien autre chose et bien plus difficile de les remplacer par quelque chose de meilleur et de plus durable. Les rebelles – en fait un mélange disparate (le mot coalition renverrait à quelque chose de plus structuré que ce n'est le cas) d'individus et d'organisations, allant d'anciens fidèles du régime à des libéraux séculiers en passant par des islamistes – ont peu de choses en commun à part leur opposition à la perpétuation du règne de la première famille libyenne. Maintenant que cet objectif est en passe de se réaliser, leurs désaccords pourraient bien occuper une place centrale.

Rien de tout cela n'est propre à la Libye ; c'est une caractéristique des révolutions tout au long de l'histoire connue. Ce qui est aussi à peu près certain, c'est que les Libyens ne seront pas en mesure de gérer seuls la nouvelle situation qui va émerger. Le colonel Kadhafi avait fait de son mieux pour s'assurer qu'aucune institution nationale ne soit en position de défier son pouvoir ; malgré les efforts des opposants au régime pour forger un front commun, le résultat est qu'aucune institution nationale n'est prête et capable de prendre les choses en mains.

Tous ces éléments posent de sérieux défis au monde extérieur. Les avions de l'OTAN ont contribué à la victoire des rebelles. L'intervention « humanitaire » proposée pour sauver des vies qu'on pensait menacées était en fait une intervention politique mise en place pour provoquer un changement de régime.

L'OTAN doit maintenant gérer son propre succès. Une forme quelconque d'assistance internationale, et plus probablement une force internationale, sera sans doute nécessaire pour quelques temps afin de restaurer et de maintenir l'ordre. Les jusqu'aboutistes du régime devront être défaits. La guerre tribale doit être évitée. La justice, et non la vengeance, doit être à l'ordre du jour si la Libye ne doit pas en venir à ressembler à l'Irak en guerre civile de l'après Saddam, ou à sombrer dans le chaos comme la Somalie ou le Yémen qui est sur cette voie.

Il revient à l'OTAN, à l'Union Européenne et à l'ONU, en collaboration avec l'opposition libyenne, à l'Union Africaine et à la Ligue Arabe de construire ensemble une réponse à la nouvelle réalité libyenne – une réalité qui inclut un million de réfugiés, plusieurs centaines de milliers de civils déplacés, et un pays

capable de produire quelques deux millions de barils de pétrole par jour.

Surtout, le président US Barack Obama pourrait avoir à reconsidérer son affirmation qu'il n'y aurait pas de troupes américaines au sol ; le leadership est difficile à affirmer sans participation. Mais quelle que soit la réaction internationale, sa rapidité est essentielle. La temporisation ne rendra pas les choix plus faciles ou plus agréables.

L'auteur est président du Council on Foreign Relations et auteur de War of Necessity, War of Choice : A Memoir of Two Iraq Wars'

[zLibye]